

## TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

### Adoption

1° Adoption simple – Avantages pour l'adopté – Aspect moral du lien de filiation – Aspect matériel des droits successoraux – C. civ., art. 343. . . . . 33

2° Adoption simple – Effets – Substitution du nom de l'adoptant au nom de l'adopté – Ingérence disproportionnée de l'autorité publique dans la vie privée – Ajout du nom de l'adoptant au nom de l'adopté – C. civ., art. 359. . . . . 33

3° Adoption simple – Motivation – But successoral – C. civ., art. 363. . . . . 164

4° Adoption simple – Substitution obligatoire du nom de l'adoptant à celui de l'adopté – Ingérence d'une autorité publique dans la vie privée et familiale – Disproportion par rapport au but recherché – Contrariété à l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – Conservation du nom d'origine avec adjonction du nom de l'adoptant – C. civ., art. 359 – Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950, art. 8, al.2. . . . . 164

### Agents commerciaux

1° Agents commerciaux indépendants – Contrat d'agence – Résiliation – Résiliation pour motif grave – Conditions – Délai très court – Caractère irrévocable – Loi du 3 juin 1994, art. 23. . . . . 260

2° Contrat d'agence – Indemnité d'éviction – Condition – Augmentation de la clientèle – Efforts déployés par l'agent – Preuve – Expertise comptable (non) – Loi du 3 juin 1994, art. 19. . . . . 659

3° Contrat d'agence – Prorogation tacite – Conditions – Poursuite des relations contractuelles – Absence de convention contraire – Durée indéterminée du contrat prorogé – Loi du 3 juin 1994, art. 16. . . . . 659

### Aliments

Enfant majeur – Créancier d'aliments bénéficiaire du RMG pour personnes

handicapées – Aide sociale versée par la communauté – Influence sur l'obligation alimentaire des parents à l'égard de leurs enfants (non) – C. civ., art 203 et 303 – Loi du 29 avril 1999, art. 2, point (3), c). . . . . 626

### Appel

1° Intimé – Moyens admissibles – Prétentions non admises en première instance – Obligation d'interjeter appel incident (non) – NCPC, art. 571. . . . . 534

2° Intervention – Recevabilité – Personnes qui auraient eu le droit de former tierce opposition – Jugement portant préjudice – Intervenant non appelé ni représenté – Mandataire partie au procès – Intervention irrecevable – Exception – Mandataire coupable de dol, de fraude ou ayant excédé ses pouvoirs – NCPC, art. 594 et 612. . . . . 540

3° Effet – Suspension de l'exécution de la décision judiciaire entreprise – Suspension de l'autorité de la chose jugée – NCPC, art. 588. . . . . 751

### Assurances sociales

Accident de travail – Accident survenu au temps et au lieu de travail – Présomption que l'accident est imputable au travail – C. séc. soc., art. 92. . . . . 825

### Astreinte

1° Exonération – Conditions – Impossibilité de satisfaire à la condamnation principale – Impossibilité putative – Notion – Erreur invincible – Nécessité d'intervention d'un tiers pour exécuter la condamnation – Impossibilité d'exécution (non) – Preuve de l'impossibilité d'obtenir l'aide du tiers malgré tous les efforts entrepris – C. civ., art 2063. . . . . 78

2° Exécution forcée – Pouvoirs du juge connaissant de l'exécution – Pouvoir de statuer sur l'astreinte elle-même (non) – C. civ., art. 2062. . . . . 525

3° Appel du jugement ayant ordonné l'astreinte – Suspension du cours de

l'astreinte pendant la durée de la procédure d'appel – C. civ., art. 2060. . . . . 576

### Autorité parentale

1° Droits de visite et d'hébergement – Droits essentiellement révisables – C. civ., art. 380. . . . . 551

2° Critère d'attribution – Intérêt de l'enfant – Notion – Maintien d'un lien effectif à l'égard de chaque parent – Incidence sur le droit de visite et d'hébergement – C. civ., art. 380. . . . . 551

3° Mesure de placement du tribunal ou du juge de la jeunesse – Autorité de chose jugée – Demande au civil relative à l'exercice de l'autorité parentale – Demande irrecevable tant que la mesure de placement est en vigueur – C. civ., art. 380 – Loi du 10 août 1992, art. 11. . . . . 558

### Banque et bourse

1° Contrat de garantie financière – Gage – Exécution – Acte unilatéral – Effet instantané – Loi du 5 août 2005, art. 11, 19 et 20. . . . . 528

2° Contrat de garantie financière – Gage – Exécution – Mesures urgentes – Opération enregistrée – Interruption (non) – Remise en cause (non) – Loi du 5 août 2005, art. 19 b) et 20(4) – NCPC, art. 932. . . . . 528

### Cassation

1° Contrôle exercé par la Cour de cassation – Étendue – Loi étrangère – Interprétation – Application – Pouvoir souverain d'appréciation du juge du fond – C. civ., art. 3 – Loi du 18 février 1885, art. 3. . . . . 123

2° Cassation en matière pénale – Ministère public – Rôle – Partie défenderesse en cassation (non) – Organe d'avis – Conséquence – Inapplicabilité du délai de réponse, d'un mois, prévu par l'article 44 de la loi modifiée du 18 février 1885 – Droits de l'Homme – Violation du principe d'égalité des armes (non) – Loi du 18 février 1885, art. 44 – Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950, art. 6. . . . . 130

3° Cassation civile – Pourvoi en cassation dirigé contre une décision ne mettant pas fin au litige – Irrecevabilité – Violation du droit d'accès au juge (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6, al. 1 – Loi du 18 février 1885, art. 3, al. 3. . . . . 143

4° Cas d'ouverture – Violation de la loi – Principe général du droit – Violation – Principe général du droit constituant une source du droit susceptible d'être invoquée à l'appui d'un recours en cassation – Loi du 18 février 1885, art. 1er. . . . . 228

5° Cassation en matière pénale – Arrêts préparatoires et d'instruction – Arrêt prononçant un sursis à statuer – Sursis ayant dans les circonstances données pour effet de provoquer un blocage de la procédure – Effet – Arrêt considéré comme arrêt définitif – Arrêt rendant le pourvoi immédiat en cassation recevable – C. instr. crim., art. 416. . . . . 522

6° Pourvoi en cassation dirigé contre une décision rédigée en français à l'égard d'une partie ne comprenant pas le français – Droits de l'homme – Violation du droit d'accès au juge (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6, al. 1 – Loi du 18 février 1885, art. 10. . . . . 592

7° Cas d'ouverture – Contradiction de motifs – Portée – Contradiction des motifs de fait – Exclusion de la contradiction des motifs de droit – Loi du 18 février 1885, art. 1er. – **Note de M. John Petry** . . . . . 815

8° Étendue du contrôle de la Cour de cassation – Contrats, conventions et obligations – Interprétation des contrats – Grief de la dénaturation – Question échappant au contrôle de la Cour de cassation – Loi du 18 février 1885, art. 1er – C. civ., art. 1134 et 1156. – **Note de M. John Petry**. . . . . 815

### Chèque

Paiement – Banque – Obligation de contrôle – Identité du porteur – Identité entre le porteur et le bénéficiaire, sinon validité de l'endossement au profit du

porteur – Loi du 26 février 1987, art. 19.  
..... 534

### Compétence (civile et commerciale)

Compétence respective des juridictions judiciaires et des juridictions administratives – Taxes communales – Taxes rémunératoires – Redevances civiles – Loi du 7 novembre 1996, art. 8 (1)..... 652

### Consommation

Clauses abusives – Énumération exhaustive par la loi (non) – Appréciation – Circonstances concrètes entourant la conclusion du contrat – Interprétation la plus favorable au consommateur en cas de doute – Obligation de loyauté – Rédaction du contrat de manière claire et compréhensible – Loi modifiée du 25 août 1983, art. 1, 1-1 et 1-2. .... 187

### Constitution

1° Cour constitutionnelle – Dispense de saisine – Conditions – Défaut de tout fondement – Examen de la constitutionnalité d'une disposition légale par le juge du fond – Empiètement sur les compétences de la Cour constitutionnelle – Loi du 27 juillet 1997, art. 6, al. 2 b) ..... 6

2° Cour constitutionnelle – Obligation de saisine – Question non encore résolue et non dénuée de tout fondement – Loi du 27 juillet 1997, art. 6..... 10

### Construction

1° Notion de constructeur – Contrôle technique – C. civ., art. 1792 et 2270... 216

2° Contrôle technique – Surveillance de l'étanchéité de murs extérieurs d'un immeuble – Modification du matériel par le maître de l'ouvrage – Obligation de résultat – C. civ., art. 1792 et 2270.. .... 216

### Contrainte administrative

Recouvrement des contributions directes – Régime – Formalités – Formule sacramentelle (non) – Obligation d'indiquer la nature de la créance – Indication du créancier (non) – Indication des noms des

signataires (non) – Loi du 27 novembre 1933, art. 1er et 12. .... 567

### Contrats, conventions et obligations

1° Contrat – Qualification – Critères – Juge non tenu par les qualifications des parties – C. civ., art. 1101. .... 153

2° Clause pénale – Objet – Fixation forfaitaire de l'indemnisation – Pouvoirs du juge – Caractère exceptionnel de l'exercice de ces pouvoirs – Critères – C. civ., art. 1152. .... 153

3° Condition – Condition suspensive – Condition suspensive de l'obtention d'un prêt dans un délai déterminé – Banque ayant présenté une offre de prêt telle que prévue par le contrat – Effet – Condition réputée réalisée – Contrat valable et exécutoire – Absence d'incidence de la qualification donnée par la banque à l'offre de prêt – Absence d'incidence d'une rétractation ultérieure non motivée de l'offre de prêt par la banque – C. civ., art. 1181. .... 153

4° Clause pénale – Montant excessif – Sanction – Annulation (non) – C. civ., art. 6, 1133, 1152 et 1231..... 277

5° Clause pénale – Applicabilité de la loi du 25 août 1983 relative à la protection juridique des consommateurs (non) – Exception – Combinaison de clauses – C. civ., art. 1152 et 1231 – Loi du 25 août 1983, art. 1er..... 277

6° Clause pénale – Caractère manifestement excessif – Appréciation objective – Préjudice réel – Preuve du dommage – C. civ., art. 1152 et 1231. .... 277

7° Vice du consentement – Lésion – Conditions – Exploitation consciente d'une position d'infériorité – Inexpérience – Notion – Défaut de saisir la portée de l'affaire – C. civ., art. 1118..... 283

8° Cause – Contrat de louage d'ouvrage – Travail clandestin – Cause illicite – Nullité – C. civ., art. 1131 et 1779 – Loi du 28 décembre 1988. – **Note du professeur Pascal Ancel**..... 700

9° Nullité – Sanction – Restitution – Exception – Nullité découlant de l'immoralité ou de l'illicéité – Exception d'indignité – Adage « Nemo auditur » – Restitution des

sommes payées à l'auteur du travail clandestin (non) – C. civ., art. 1131. – **Note du professeur Pascal Ancel** . . . . . 700

10° Cause – Contrat de louage d'ouvrage – Absence d'autorisation pour effectuer les travaux – Préjudice subi en raison de la conclusion du contrat – Droit à indemnisation (non) – C. civ., art. 1131 et 1779 - Loi du 28 décembre 1988. – **Note du professeur Pascal Ancel** . . . . . 700

11° Représentation – Convention de prête-nom – Régime – C. civ., art. 1119. . . . . 727

12° Louage de choses – Règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux – Applicabilité aux baux de meubles – Conditions – Compatibilité avec l'objet du contrat – Règle non exclusivement relative aux immeubles – Applicabilité des règles relatives à la durée du bail et à la tacite reconduction – C. civ., art. 1714, 1737 et 1738. . . . . 730

13° Louage de meubles – Durée du bail écrit – Terme contractuel – Nécessité de donner congé (non) – Exception – Congé convenu – C. civ., art. 1737. . . . . 730

14° Louage de meubles – Durée du bail écrit – Tacite reconduction – Nouveau bail à durée indéterminée – Convention relative à la durée du nouveau bail – Validité – C. civ., art. 1738. . . . . 730

15° Sous-traitance – Paiement direct du maître de l'ouvrage au sous-traitant – Conditions – Acceptation du sous-traitant par le maître de l'ouvrage – Agrément des conditions de paiement du sous-traitant – Conséquences – Délégation de paiement certaine – Inopposabilité au sous-traitant des exceptions nées du contrat d'entreprise principal – C. civ., art. 1798 – Loi du 23 juillet 1991, art. 5. . . . . 736

16° Subrogation – Subrogation conventionnelle – Nécessité d'un paiement – Moment du paiement – Paiement entre les mains d'un tiers – C. civ., art. 1250. . . . . 755

17° Subrogation – Subrogation légale – Cas prévus par la loi – Paiement d'une dette n'incombant pas juridiquement au solvens – C. civ., art. 1251 alinéa 3. . . . . 755

18° Compensation – Conditions – Liquidité et exigibilité des dettes –

Compensation conventionnelle – C. civ. art. 1291. . . . . 755

19° Répétition de l'indu – Action en répétition de l'indu – Prescription – Point de départ – C. civ., art. 1376 et 2257. . . . . 822

### Crédit

Crédit à la consommation – Contrat à durée indéterminée – Résiliation – Protection du consommateur – Applicabilité de la loi du 25 août 1983 (non) – Applicabilité de la loi du 9 août 1983 – Consommateur – Définition – Transaction pouvant être considérée comme étrangère à l'activité professionnelle – Prêt contracté pour financer des études supérieures – But professionnel – Loi du 25 août 1983 art. 2 - Loi du 9 août 1983, art. 1er. – **Commentaire du professeur Elise Poillot**. . . . . 20

### Divorce

1° Mesures accessoires – Garde des enfants – Principe – Garde conjointe – Exceptions – Circonstances exceptionnelles – Intérêt supérieur de l'enfant – C. civ., art. 302 et 378. . . . . 17

2° Preuve – Témoins – Incapacité de témoigner des descendants au sujet des griefs invoqués par les époux – Notion – Descendant direct – Conjoint du descendant – Concubin du descendant – NCPC, art. 405 al. 2. . . . . 176

3° Pension alimentaire – Critères pour la fixation – Enfants issus d'unions différentes – Obligation d'un traitement égalitaire des enfants (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 8. . . . . 221

### Donations et Testaments

1° Don manuel – Preuve – Réunion d'un élément matériel et d'un élément intentionnel – Absence de remise de fonds – Donataire porteur d'une procuration – Détenteur précaire – C. civ., art. 894. . . . . 576

2° Don manuel – Détenteur protégé – Demande en restitution – Preuve – C. civ., art. 894 et 2279. . . . . 635

3° Don manuel – Contrat réel – Conditions – Application – Véhicule automobile – C. civ., art. 894 et 2279. . . . . 635

4° Don manuel – Détenteur protégé – Demande en restitution – Preuve – C. civ., art. 894 et 2279. . . . . 723

5° Don manuel – Don de monnaie scripturale – Virement de compte – C. civ., art. 894. . . . . 723

### **Droit communautaire**

1° Interprétation – Convention de Rome sur la loi applicable aux obligations contractuelles – Norme communautaire (non) – Convention de Rome du 19 avril 1980, art. 1er. . . . . 63

2° Directive - Effet direct – Conditions – Dispositions claires, précises et inconditionnelles – Primauté du droit européen dès son adoption – Inapplicabilité d'une norme nationale contraire – Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, art. 288. . . . . 583

3° Domicile – Notion – Membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne n'ayant pas la nationalité d'un Etat membre – Délivrance d'une carte de séjour – Formalité administrative – Influence sur la légalité du domicile (non) – Directive 2004/38 du 29 avril 2004, art. 7, § 2, art. 10, § 1, art. 24, § 1. . . . . 583

### **Droit international privé**

1° Conflits de juridiction – Contrat de prestation de services – Mandat d'avocat – Demande en paiement d'honoraires – Compétence du tribunal de l'Etat où, en vertu du contrat, les services ont été ou auraient dû être fournis – Règlement CE no 44/2001, art. 5, par. 1er, sub b). . . . . 14

2° Loi de police – Notion – Application – Dispositions légales relatives à l'organisation et la réglementation administrative du travail – Loi du 18 mai 1979, art. 1er. . . . . 63

3° Loi applicable aux obligations contractuelles – Application cumulative de plusieurs lois à différents éléments distincts du contrat – Contrat de travail – Convention de Rome du 19 avril 1980, art. 3. . . . . 63

4° Conflits de lois – Obligations contractuelles – Prescription extinctive – Clause contractuelle soumettant la prescription extinctive à une loi étrangère prévoyant un délai plus restrictif que la loi du for – Principe – Validité – Exception – Ordre public – Portée – Clause ne devant pas avoir pour effet de priver en fait le créancier de toute possibilité d'agir utilement – Conséquence – Consommateurs – Contrat conclu par un consommateur – Délai de prescription de droit commun de l'article 2262 du Code civil – Disposition impérative protectrice des consommateurs (non) – C. civ., art. 2262 – Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles signée à Rome le 19 juin 1980, approuvée par la loi du 27 mars 1985, art. 5 – Règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I), art. 6. . . . . 123

5° Exequatur – Jugement étranger non revêtu de l'exequatur – Effets – Reconnaissance «prima facie» – NCP, art. 678. . . . . 145

6° Succession internationale – Scission des masses successorales – Application de la loi de la situation des immeubles – Calcul de la réserve et de la quotité disponible relativement à chaque masse – Règlement global de la succession (non) – Contrariété à l'ordre public luxembourgeois (non) – C. civ., art. 3 al. 2, 913 et 922. . . . . 145

7° Loi de police – Obligation de tenue de livres de commerce pendant dix ans – Prescription décennale (non) – C. com., art. 16 al. 2 et 189. . . . . 270

8° Loi applicable – Quasi-contrat – Enrichissement sans cause - Loi régissant la relation juridique sous-jacente – Règlement CEE 864/2007 du 11 juillet 2007, art. 10. . . . . 270

9° Reconnaissance et exécution d'une décision étrangère – Refus - Reconnaissance manifestement contraire à l'ordre public – Procédure allemande de la «Streitverkündung» – Absence de contrariété à l'ordre public luxembourgeois – Règlement (CE) 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000, art. 34. . . . . 646

### **Droit pénal**

1° Droit pénal spécial – Circulation routière – Appareils de détection de l'alcoolémie et de détermination de l'imprégnation alcoolique – Légalité – Absence de promulgation d'un règlement grand-ducal exécutant une disposition légale – Inapplication de la disposition légale (non) – Législation en vigueur constituant un support normatif suffisant – Loi du 14 février 1955, art. 12, par. 7 – Arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955, art. 88. . . . . 3

2° Droit pénal général – Infraction – Éléments constitutifs – Élément moral – Élément requis même dans le silence de la loi – Conséquence – Inexistence d'infractions purement matérielles – Portée – Transgression matérielle commise librement et consciemment – Présomption – Présomption établie par le seul constat de la transgression de la loi – Présomption susceptible d'être renversée – Cause de justification – Invocation crédible – Preuve complète non exigée – C. pén., art. 1er et 71-2. . . . . 135

3° Droit pénal spécial – Sociétés commerciales – Comptes sociaux – Défaut de publication – Publication tardive – Éléments constitutifs – Principe – Infraction établie par le seul constat du défaut de la publication requise – Exception – Invocation crédible par le dirigeant social d'une cause de justification – Loi du 10 août 1915, art. 163. . . . . 135

4° Droit pénal spécial – Recel – Éléments constitutifs – Infraction primaire – Infraction primaire devant être punissable au Luxembourg – Appréciation – Fait similaire commis au Luxembourg devant y être punissable – Application – Escroquerie à subvention – Recel de fonds provenant d'une escroquerie à subvention commise dans un Etat étranger au détriment de ce dernier – Recel punissable – C. pén., art. 496-1, 496-2 et 505. . . . . 812

5° Droit pénal spécial – Recel – Éléments constitutifs – Élément moral – Nature – Mauvaise foi à l'exclusion de la seule négligence – Preuve – Preuve de ce que le prévenu n'a pas pu ignorer l'origine frauduleuse de la chose recelée – C. pén., art. 505. . . . . 812

6° Droit pénal spécial – Faux en écritures – Application – Faux en écritures de banque

– Comptabilisation, aux fins de cacher le flux des fonds et de rendre la possibilité de les retracer plus difficile, d'une opération de transfert de fonds en opération de retrait/versement – C. pén., art. 196. . . . . 829

7° Droit pénal spécial – Recel – Éléments constitutifs – Élément moral – Nature – Mauvaise foi – Connaissance de l'origine frauduleuse de la chose recelée – Preuve – Preuve de ce que le prévenu n'a pas pu ignorer l'origine frauduleuse – C. pén., art. 505. . . . . 829

## Droits de l'Homme

1° Procès équitable – Droit de l'accusé d'une infraction d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge – Restriction – Impossibilité de faire comparaître un témoin – Conditions – Décision de condamnation ne doit pas intervenir sur le seul fondement de ce témoignage – Accusé doit avoir été en mesure de discuter le témoignage – Confrontation avec le témoin doit avoir été permise – Convention européenne des droits de l'homme du 4 novembre 1950, art. 6-3 d). . . . . 128

2° Jugement – Impartialité du juge – Juge ayant rendu des décisions antérieures contre la même personne sur des faits similaires – Doute raisonnable (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6, al. 1. . . . . 141

3° Droit d'accès au juge – Droit absolu (non) – Conditions de recevabilité des recours – Admissibilité – Conditions – Bonne administration de la justice – Sécurité juridique – Respect du principe de proportionnalité – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 6, al. 1. . . . . 143

4° Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – Nom – Élément de la vie privée et familiale – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953, art. 8. . . . . 164

5° Jugement – Impartialité du juge – Juge ayant rendu des décisions antérieures entre

les mêmes personnes sur le même objet –  
 Décision antérieure en matière de pension  
 alimentaire – Doute raisonnable concernant  
 l'impartialité (non) – Convention de  
 Sauvegarde des Droits de l'Homme et des  
 Libertés Fondamentales du 4 novembre  
 1950, approuvée par la loi du 29 août 1953,  
 art. 6, al. 1..... 221

### **Etablissement de crédit**

Dissolution et liquidation judiciaires –  
 Assimilation à une déclaration en état de  
 faillite – C. com., art. 442. – Loi du 5 avril  
 1993, art. 61 (1)..... 513

### **Faillite**

1° Contrat de travail en cours – Résiliation  
 avec effet immédiat – Conformité avec la  
 législation en matière de licenciements  
 collectifs – Question préjudicielle – C. trav.,  
 art. L.125-1 (1) et L.166-1 – Directive 98/59/  
 CE du 20 juillet 1998..... 513

2° Période suspecte – Compensation  
 légale – Effets – Création artificielle des  
 conditions de la compensation légale –  
 Connaissance de l'insolvabilité – Nullité de  
 droit – Préjudice présumé de manière  
 irréfragable – C. com., art. 445..... 642

### **Filiation**

Action en recherche de paternité – Délai –  
 Relevé de déchéance – Souci de ne pas  
 troubler le mariage du prétendu père –  
 Impossibilité morale d'agir (non) – C. civ.,  
 art. 340-4. .... 655

### **Langues**

Emploi des langues - Matière judiciaire –  
 Obligation de répondre dans la langue  
 choisie par le demandeur – Faculté des  
 juridictions de répondre en français à l'égard  
 d'un ressortissant allemand – Loi du 24  
 février 1984, art. 3 et 4. .... 592

### **Lois, règlements et arrêtés**

1° Rétroactivité – Nouveau régime de la  
 récidive – C. pén., art. 2 - Loi du 14 février  
 1955, art. 12, par. 2, al. 3..... 10

2° Sources du droit – Principe général du  
 droit – Conditions – Induction par le juge  
 des applications particulières qu'en fait la loi  
 dans des cas déterminés – Effet –  
 Déduction par le juge d'applications en  
 dehors des cas déterminés par la loi – C.  
 civ., art. 1er. .... 228

3° Acte réglementaire – Contrôle de la  
 légalité dans le cadre d'un recours direct  
 devant le juge administratif – Action directe  
 – Décision de rejet – Autorité de la chose  
 jugée – Inadmissibilité de l'exception  
 d'illégalité excipée ultérieurement par la  
 même partie et pour le même motif –  
 Const., art. 95 – Loi du 7 novembre 1996,  
 art. 7 (1) - C. civ., art. 1351. .... 664

### **Mandat**

Excès de pouvoir – Nullité de l'acte –  
 Ratification – Conditions – C. civ., art. 1998,  
 al. 2..... 618

### **Preuve (matière civile et commerciale)**

1° Aveu – Aveu portant sur des points de  
 droit – Admissibilité (non) – C. civ., art. 1356.  
 .... 540

2° Exigence d'un écrit – Exception –  
 Impossibilité matérielle de se procurer un  
 écrit – Conditions – C. civ., art. 1341 et  
 1348. .... 723

3° Vraisemblance du fait allégué –  
 Insuffisance – Incertitude subsistante devant  
 être retenue au détriment de celui qui a la  
 charge de la preuve – C. civ., art. 1315,  
 1349 et 1353..... 739

### **Procédure civile et commerciale**

1° Appel – Recevabilité – Jugement avant  
 dire droit – Jugement mixte – Notion – Deux  
 chefs d'une décision liés à la même  
 demande – Critère – Rédaction du dispositif  
 – Motifs décisifs (non) – NCPC, art. 355,  
 579 et 580..... 40

2° Fin de non-recevoir – Autorité de la  
 chose jugée – Moyen d'ordre privé ne  
 pouvant être soulevé d'office par le juge –  
 NCPC, art. 264. .... 63

3° Mesures d'instruction – Expertise  
 judiciaire – Impartialité de l'expert –  
 Appréciation – Impartialité objective –

Théorie de l'apparence – Médecin traitant –  
Doute raisonnable – NCPC, art. 437. . . . 239

4° Exploit introductif d'instance –  
Exception de libellé obscur – Responsabilité  
civile – Indication obligatoire du texte légal  
(non) – Objet de la demande – Pluralité de  
demandeurs – Montant global – NCPC, art.  
154 et 585. . . . . 251

5° Exploit d'huissier – Personne morale –  
Mentions légalement prévues – Omission –  
Sanction – Nullité de l'exploit – Condition –  
Atteinte aux intérêts de la partie adverse –  
NCPC, art. 153 et 264 al. 2. . . . . 540

6° Mesures urgentes – Compétence –  
Président du tribunal d'arrondissement –  
Compétence double – Décisions provisoires  
ne touchant pas le fond du droit – Décisions  
définitives au fond – Matière de l'indivision –  
C. civ., art. 815-6. . . . . 555

7° Appel – Ordonnance rendue par le  
président du tribunal d'arrondissement en la  
forme des référés mais au fond – Indivision  
– Assignation à comparaître devant la Cour  
d'appel siégeant en matière d'appel de  
référé – Incompétence – C. civ., art. 815-6 –  
NCPC, art. 584 et 939. . . . . 555

8° Saisie-arrêt – Compétence territoriale  
internationale – Lieu de la saisie – Aspect  
conservatoire de la saisie-arrêt – Compé-  
tence pour connaître du fond du litige (non)  
– Obligation de la juridiction de vérifier sa  
compétence pour connaître du fond du litige  
– NCPC, art. 694 et 699. . . . . 562

9° Saisie-arrêt – Cantonement –  
Compétence – Juge des référés – Juge du  
fond saisi de l'instance de validation –  
Indifférence concernant la compétence du  
juge des référés – NCPC, art. 703. . . . . 562

10° Commandement – Notification du titre  
– Forme – Conditions – Copie intégrale du  
titre – Simple extrait – Insuffisance – NCPC,  
art. 719. . . . . 567

11° Appel – Effet dévolutif – Acte d'appel  
limité à certains chefs du jugement –  
Possibilité d'étendre l'appel à d'autres chefs  
du jugement par voie de conclusions  
ultérieures – NCPC, art. 571 et 584. . . . . 576

12° Mesures d'instruction – Expertise  
unilatérale – Élément de preuve – Conditions  
– Communication régulière – Soumission à  
la libre discussion des parties – NCPC, art.  
64 et 446. . . . . 730

13° Appel – Indivisibilité de l'objet du litige  
– Notion – Impossibilité matérielle d'exé-  
cution simultanée du jugement à l'égard du  
non-appelant et de l'arrêt à l'égard de  
l'appelant – Solidarité (non) – NCPC, art.  
571. . . . . 854

14° Appel – Solidarité entre coobligés –  
Conséquences – Appel régulièrement relevé  
par un coobligé solidaire profitant aux  
autres – Recevabilité de l'appel irrégulier ou  
tardif interjeté par un coobligé – Limite –  
Exceptions et défenses communes – NCPC,  
art. 571, al. 1er. . . . . 854

15° Appel – Appel incident – Irrecevabilité  
de l'appel incident – Moyen d'intérêt privé –  
Exception – Partie intimée défaillante –  
Appel incident devant faire l'objet d'une  
assignation – Irrecevabilité de l'appel  
incident formé par conclusions – NCPC, art.  
571, al. 3. . . . . 854

16° Appel en garantie – Absence de lien  
entre le garant et le demandeur à l'action  
principale – Exception – Demande formulée  
contre l'appelé en garantie – Forme –  
Conclusions notifiées en cours d'instance –  
Demande formée verbalement à l'audience  
– NCPC, art. 481. . . . . 854

### Procédure pénale

1° Jugement – Motivation – Peine –  
Quantum – Obligation de motivation (non) –  
C. instr. crim., art. 195. . . . . 128

2° Instruction préparatoire – Nullités –  
Régime – Nullités devant être soulevées  
dans le cadre du recours en nullité de  
l'article 126 du Code d'instruction criminelle  
– Portée – Nullités même prévues par une  
norme internationale – Droits de l'Homme –  
C. instr. crim., art. 126 – Convention  
européenne des droits de l'homme du 4  
novembre 1950, art. 6. . . . . 130

3° Jurisdiction de jugement – Chambre  
correctionnelle du tribunal d'arrondissement  
– Chambre criminelle du tribunal d'arrondis-  
sement – Tribunal de police – Cas de saisine  
de la juridiction de jugement par décision de  
renvoi de la chambre du conseil – Citation à  
comparaître – Citation n'ayant dans ce cas  
que pour but d'aviser le prévenu du jour de  
l'audience – Conséquence – Exception de  
libellé obscur – Irrecevabilité – C. instr. crim.,  
art. 145 et 182. . . . . 130



4° Prescription de l'action publique – Suspension – Plainte du chef de faux témoignage – Cause de suspension de la prescription (non) – Décision de sursis à statuer pour permettre d'instruire la plainte du chef de faux témoignage – Cause de suspension – Conditions – Application – Décision de remise de cause sans fixation de date de renvoi – C. instr. crim., art. 637 et 638. . . . . 180

5° Prescription de l'action publique – Interruption – Application – Remise de cause à une autre audience – Remise de cause au rôle général des affaires – Effet interruptif – Conditions – C. instr. crim., art. 637 et 638. . . . . 180

6° Opposition – Délai – Prorogation prévue par le dernier alinéa de l'article 187 du Code d'instruction criminelle – Domaine – Condamnations par défaut à l'emprisonnement et à l'amende – Condamnations par défaut aux restitutions ou à des dommages-intérêts (non) – C. instr. crim., art. 187. . . 522

7° Privilège de juridiction – Application aux juges suppléants (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, art. 6 et 14 – C. instr. crim., art. 479 et 480. . . . . 588

8° Cumul de mesures de discipline en milieu carcéral et de sanctions pénales – Application du principe « non bis in idem » (non) – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, Protocole n° 7, art. 4 – Règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires, art. 195. . . . . 606

9° Cumul de mesures de discipline militaire et de sanctions pénales – Application du principe « non bis in idem » – Conditions – Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950, Protocole n° 7, art. 4. – Loi du 16 avril 1979, art. 1er. . . . . 628

10° Droits de l'homme – Dépassement du délai raisonnable – Sanction – Nature de la sanction – Irrecevabilité des poursuites – Conditions de mise en œuvre – Impossibilité d'exercice des droits de la défense – Preuve

– Prévenu devant préciser de façon concrète au regard des éléments de la cause en quoi le dépassement du délai raisonnable lui rend impossible l'exercice de ses droits de la défense – CEDH, art. 6-1. . . . . 829

11° Prescription de l'action publique – Point de départ – Recel – Date à laquelle l'infraction a pu être constatée dans des conditions permettant l'exercice de l'action publique – C. instr. crim., art. 638. . . . . 829

12° Prescription de l'action publique – Interruption – Effet – Extension aux faits connexes – C. instr. crim., art. 637. . . . . 829

### Régimes matrimoniaux

1° Séparation de biens – Exclusion des avantages matrimoniaux – Transfert à titre gratuit d'un bien – Libéralité consentie par contrat de mariage – C. civ., art. 1527. . . 213

2° Communauté légale – Dissolution – Inventaire – Partage – Divertissement et recel – Définition – Éléments constitutifs – C. civ., art. 1477. . . . . 241

3° Communauté légale – Dissolution – Liquidation – Actifs de la communauté – Créances nées pendant le mariage – Date de perception – Indifférence – Indemnité de départ en préretraite – Nature commune ou propre dépendant de la date de naissance de la créance – C. civ., art. 1401. . . . . 241

### Responsabilité civile

1° Abus de droit – Saisie-arrêt abusive – Absence de remboursement d'un prêt durant quatre mois après la résiliation du crédit – Abus (non) – C. civ., art. 1382 – NCPC, art. 693. – **Commentaire du professeur Elise Poillot** . . . . . 20

2° Incendie – Responsabilité du preneur – Exonération – Absence de faute du locataire – Preuve – Incendie dû à un tiers dont le preneur n'a pas à répondre – Notion – Incendie d'origine criminelle dont l'auteur est inconnu – C. civ., art. 1733, 1734 et 1735. . . . . 50

3° Responsabilité de l'Etat du fait de sa fonction juridictionnelle – Décision judiciaire rendue en dernier ressort – Autorité de la chose jugée – Conséquence – Irrecevabilité

de l'action en responsabilité – Exception – Dommages causés aux particuliers par les violations du droit communautaire – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er. . . . . 63

4° Responsabilité du commettant du fait de son préposé – Préposé n'ayant pas excédé les limites de son mandat – Irresponsabilité du préposé (non) – C. civ., art. 1384. . . . . 161

5° Notaire – Exercice des fonctions d'officier public – Non-transcription de la volonté des parties – Faute – Responsabilité délictuelle – C. civ., art.1382. . . . . 169

6°Notaire – Authentification d'un acte – Responsabilité délictuelle – Obligation de conseiller les parties sur la nature et la portée de leurs engagements – Obligation relative à la validité et l'efficacité des actes – Obligation de résultat – C. civ., art. 1382 et 1383. . . . . 194

7° Préjudice indemnisable – Préjudice futur – Caractère indemnisable – Conditions – Certitude – Intention d'agir en justice – Événement hypothétique et incertain – C. civ., art. 1147 et 1149. . . . . 519

8° Banque – Chèque – Présentation au paiement – Présentation par une personne autre que le bénéficiaire – Irrégularité apparente – Faute lourde – Loi du 26 février 1987, art. 19 – C. civ., art. 1382 et 1383. . . . . 534

9° Banque – Chèque – Présentation au paiement – Présentation par une personne autre que le bénéficiaire – Bénéficiaire – Administrateur délégué de la société récipiendaire – Mandat apparent (non) – Loi du 26 février 1987, art. 35 – C. civ., art. 1382 et 1383. . . . . 534

10° Banque – Chèque – Présentation au paiement – Paiement à une personne autre que le bénéficiaire – Faute de la banque – Bénéficiaire ayant pouvoir sur les comptes du récipiendaire – Omission de se faire créditer – Négligence – Absence de relation causale entre la faute de la banque et le préjudice du bénéficiaire – C. civ., art. 1382 et 1383. . . . . 534

11° Responsabilité contractuelle – Conditions – Dommage effectivement subi – C. civ., art. 1142. . . . . 573

12° Responsabilité contractuelle – Violation du secret bancaire – Préjudice moral (non) – C. civ., art. 1142. . . . . 573

13° Responsabilité médicale – Enfant né handicapé – Obligation d'information prénatale du médecin – Violation – Préjudice des parents – Perte d'une chance de recours à l'interruption volontaire de la grossesse – Fondement – Responsabilité contractuelle – C. civ., art. 1147. . . . . 609

14° Responsabilité médicale – Enfant né handicapé – Obligation d'information prénatale du médecin – Violation – Préjudice de l'enfant – Existence d'un handicap – Etendue de la réparation – Réparation intégrale – Fondement – Responsabilité quasi-délictuelle – C. civ., art. 1382 et 1383. . . . . 609

15° Responsabilité délictuelle – Troubles du voisinage – Réparation du dommage – Fondement – Droit personnel du voisin lésé – C. civ., art. 544. . . . . 854

### **Responsabilité civile de la puissance publique**

1° Responsabilité délictuelle – Responsabilité de l'Etat – Perquisition – Légalité, opportunité et nécessité de la perquisition – Examen échappant au juge civil – Examen appartenant à la seule chambre du conseil – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er – C. instr. crim., art. 126. . . . . 58

2° Responsabilité délictuelle – Responsabilité de l'Etat – Perquisition – Moyens mis en œuvre – Inadéquation – Responsabilité de l'Etat – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er. . . . . 58

3° Unité des notions d'illégalité et de faute – Acte administratif annulé ou réformé par le juge administratif – Annulation ou réformation imprimant nécessairement un caractère fautif à la décision annulée – Préjudice – Impôts payés de trop – Non-disponibilité des sommes payées – C. civ., art. 1382 et 1383 – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er – Loi d'adaptation fiscale, art. 20. . . . . 848

4° Acte fautif – Exonération – Fait justificatif – Commandement de l'autorité légitime – Impôts payés de trop – Demande de sursis à exécution – Obligation (non) – C.

civ., art. 1382 et 1383 – L.I.R., art. 155 et 178. . . . . 848

5° Fonctionnement défectueux de l'administration – Dommage réparable – Réparation intégrale – Frais de défense – Frais d'avocat exposés pour obtenir gain de cause devant les juridictions administratives – C. civ., art. 1382 et 1383.. . . . 848

### SICAV

Responsabilité civile – Dévaluation des actions – Qualité pour agir de l'actionnaire (non) – Loi du 20 décembre 2002, art. 36. – La qualité pour agir en responsabilité civile de l'actionnaire de SICAV, **Note du professeur Isabelle Riassetto**. . . . . 83

### Sociétés commerciales

1° Registre de commerce et des sociétés – Inscription – Radiation – Liquidation judiciaire en France – Radiation au Luxembourg (non) – Règlement (CE) n° 1346/2000 du 29 mai 2000, art. 3 et 22 – Loi du 19 décembre 2002, art. 13. . . . . 55

2° Société anonyme – Egalité entre actionnaires – Existence d'un principe général du droit obligeant d'offrir, lors de l'acquisition d'une participation conférant ou renforçant le contrôle de la société, à tous les actionnaires de racheter leurs actions aux mêmes conditions (non) – Loi du 10 août 1915, art. 23. . . . . 228

3° Action contre les administrateurs pour faits de leurs fonctions – Prescription de cinq ans – Point de départ – Cel dolosif – Charge de la preuve – Notion – Loi du 10 août 1915, art. 157. . . . . 251

4° Administration – Organe de représentation – Création – Conditions – Loi du 10 août 1915, art. 53. . . . . 618

5° Administration – Gestion journalière – Notion – Etendue – Cession de parts sociales – Loi du 10 août 1915, art. 60. . . . . 618

6° Liquidation judiciaire – Jugement de liquidation – Délai d'appel – Point de départ – Signification du jugement à la société – C. com., art. 645 – Loi du 10 août 1915, art. 203. . . . . 631

7° Dissolution – Clôture de la liquidation – Effet – Subsistance « passive » de la société pendant cinq ans – Possibilité de déclaration en état de faillite – Délai – Publication de la clôture plus six mois – Période postérieure – Prescription – Domaine restreint – Possibilité d'annulation de la clôture en cas de fraude aux droits des créanciers – C. com., art. 437 et 442 – Loi du 10 août 1915, art. 157. . . . . 749

### Successions

1° Acceptation sous bénéfice d'inventaire – Pouvoirs de l'héritier – Actes de gestion et de disposition des biens héréditaires – Restrictions de droit strict – Héritier réservataire – Qualité pour exercer activement et passivement les actions en justice du défunt – C. civ., art. 774. . . . . 40

2° Conjoint survivant – Règles applicables aux héritiers – Libéralités aux successibles – Avancement d'hoirie sauf déclaration expresse – Application de l'article 1094 du Code civil – C. civ., art. 767-1 et 1094. . . . . 213

3° Aliénation à un successible en ligne directe – Présomption irréfragable de donation déguisée – Preuve du paiement du prix – Indifférence – Droit au remboursement du prix (non) – C. civ., art. 918. . . . . 545

4° Aliénation à un successible en ligne directe – Donation avec dispense de rapport – Excédent donnant lieu à réduction – C. civ., art. 918 et 924-3. . . . . 545

5° Réduction des donations – Aliénation de biens entre l'ouverture de la succession et le partage – Fixation de l'indemnité due aux réservataires – Evaluation des biens à la date de l'aliénation – Biens subrogés – Evaluation des biens à la date du partage – C. civ., art. 922, al. 2 et 924-4. . . . . 545

6° Contenance – Assurance dépendance – Bénéficiaire – Personne dépendante – Proche parent ou tiers qui en prend soin (non) – CAS, art. 347. . . . . 576

7° Recel successoral – Eléments constitutifs – Manœuvre ayant pour but de frauder les droits des cohéritiers – Volonté de déséquilibrer le partage – Ignorance de la nécessité d'une prise en compte pour la liquidation équitable – Absence de recel – C. civ., art. 792. . . . . 576

8° Partage – Attribution préférentielle d'une exploitation agricole – Conditions – Participation effective à la mise en valeur de l'exploitation – Notion – Préservation de l'unité de production – Participation accessoire à une activité à plein temps auprès d'un employeur (non) – C. civ., art. 832-1, 3°..... 695

### Sûretés

Garantie à première demande – Effet – Engagement irrévocable et inconditionnel du garant – Limite – Appel à garantie manifestement abusif – Conditions – Preuve – C. civ., art. 2011..... 234

### Travail

1° Chômage – Indemnités de chômage – Conditions d'octroi – Disponibilité sur le marché du travail – Etranger – Permis de travail légalement requis – C. trav., art. L. 521-3 (anc. Loi du 30 juin 1976, art. 13). ..... 1

2° Licenciement avec effet immédiat – Transaction entre travailleur et employeur – Fonds pour l'emploi non partie à la transaction – Nullité (non) – C. civ., art. 2044. .... 225

3° Licenciement – Transaction entre travailleur et employeur – Inopposabilité à l'Etat – Indemnités de chômage – Transaction ne mettant pas fin à l'instance concernant la demande en remboursement des indemnités de chômage – C. civ., art. 2049 et 2051 et C. trav., art. L. 521-4 (5) et (6). .... 225

4° Licenciement – Motifs économiques – Appréciation – Date de la notification du licenciement – C. trav., art. L.124-5 (2) et L.124-11 (1)..... 581

5° Licenciement – Faute grave – Maladie – Refus du salarié de se présenter à des contre-visites médicales exigées par l'employeur – Appréciation – Obligation de constat que ce refus rend immédiatement et définitivement intolérable le maintien des relations de travail – C. trav., art. L.124-10. .... 600

6° Licenciement – Clause d'essai – Grossesse – Effets – Suspension de la clause d'essai à partir du jour de la remise à

l'employeur d'un certificat attestant la grossesse – Reprise du cours de la clause à la fin de l'interdiction de licencier – Contrariété à la liberté d'entreprendre (non) – C. trav., art. L.121-5, L.337-1, L.337-3 et L.337-6. .... 649

7° Congé payé – Congé non pris au cours de l'année de calendrier – Congé non pris pour cause de maladie – Report à l'année suivante – Cessation du contrat de travail – Remplacement du congé non pris par une indemnité compensatrice – Directive 2003/88/CE du 4 novembre 2003, art. 7,1. – C. trav., art. L. 233-9. .... 720

8° Délégation du personnel – Candidat aux fonctions de membre de la délégation du personnel – Protection spéciale contre le licenciement – Etendue – Annulation de l'élection – Prorogation de la protection jusqu'à la fin de la procédure électorale – C. trav., art. L. 415-12. – **Conclusions du Parquet général** ..... 797

### Vente

1° Vente immobilière – Action en résolution – Héritiers du vendeur – Recevabilité de la demande – Condition – Accord des cohéritiers – Exception – Héritier acquéreur contre lequel l'action est exercée – C. civ., art. 1670 et 1685. .... 40

2° Vente d'immeubles à construire – Qualification – Critères – Obligation du vendeur d'édifier et d'achever l'immeuble – C. civ., art. 1601-1..... 153

3° Vente d'immeubles à construire – Contrat par lequel l'acquéreur d'immeuble à construire substitue un tiers dans ses droits et obligations à l'égard du vendeur – Qualification – Vente d'immeubles à construire (non) – Cession de contrat – Contrat non soumis aux conditions de l'article 1601-5 du Code civil – Contrat pouvant être conclu sous seing privé – Qualification non mise en cause par la circonstance que le vendeur est partie au contrat – Qualification non mise en cause par la circonstance que le contrat comporte des précisions usuelles dans les ventes d'immeubles à construire – C. civ., art. 1134, 1601-1, 1601-5 et 1689..... 153

4° Annulation – Restitutions réciproques – Prix payé – Intérêts – C. civ., art. 549 et 1378. .... 618

5° Vente d'immeuble – Dissimulation d'une partie du prix – Sanction – Nullité de la contre-lettre – Validité du contrat apparent – C. civ., art. 1321 et 1582 - Loi du 28 janvier 1948. — **Note du professeur Pascal Ancel** . . . . . 704

6° Simulation – Dissimulation d'une partie du prix – Nullité de la contre-lettre – Restitution du prix – Incidence des adages «Nemo auditur» et «In pari causa turpitudinis» (non) – Intérêt des parties – Bonne foi – Participation à la fraude - Indifférence - C. civ., art. 1131, 1321 et 1582 – Loi du 28 janvier 1948. - **Note du professeur Pascal Ancel** . . . . . 704

7° Vente internationale de marchandises – Convention de Vienne – Applicabilité - Caractère supplétif – Conv. de Vienne du 11 avril 1980, art.3. . . . . 739

8° Vente internationale de marchandises – Convention de Vienne – Contravention au contrat – Indemnisation – Conditions – Dommage prévisible lors de la conclusion du contrat – Obligation de limiter la perte subie et le gain manqué – Conv. de Vienne du 11 avril 1980, art. 74 et 77. . . . . 739

9° Vente internationale de marchandises – Convention de Vienne – Evaluation du dommage – Principes – Conv. de Vienne du 11 avril 1980, art. 75 et 76. . . . . 739

### **Violences domestiques**

Installation d'un conjoint à proximité du domicile de l'autre – Menace constante sérieuse de nature à compromettre en permanence la santé psychique – Interdiction de s'établir dans le même quartier – NCPC, art. 1017-8. . . . . 37